

Communiqué de presse

Lobbyisme / Transparence – Proposition de la Commission des institutions politiques du Conseil des États

Toujours pas de solution pour le problème principal

Berne, 12 octobre 2018 - Aujourd'hui, la Commission des institutions politiques du Conseil des États a publié sa proposition visant à instaurer davantage de transparence en matière de lobbyisme dans le Parlement fédéral. Regrettablement, le problème principal demeure irrésolu: la commission entend maintenir le régime d'accès actuel des lobbyistes au bâtiment du parlement, ce qui pose pourtant de graves problèmes dans la perspective de l'État de droit et de la démocratie. Dès lors, il faut le remplacer de toute urgence par un système d'accréditation moderne pour les lobbyistes comportant des critères objectifs, des règles de déontologie claires et un registre public.

Transparency International Suisse salue par principe visant à instaurer davantage de transparence en matière de lobbyisme dans le Parlement fédéral, même lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, il s'avère dans l'ensemble modeste. Toutefois, le problème principal demeure irrésolu. Alex Biscaro, directeur adjoint de Transparency International Suisse, déplore cette avancée proposée trop timide :

«Les lobbyistes rivalisent actuellement pour s'attirer les bonnes grâces des parlementaires et obtenir un badge de «parrainage», ce qui est très critiquable du point de vue de l'État de droit et de la démocratie: l'attribution apparemment souvent arbitraire d'accès privilégiés à certains lobbyistes choisis bafoue les principes de l'égalité des chances et de la sécurité juridique. Les dépendances et les incitations à l'octroi d'avantages que ce système crée ouvrent en effet grand les vannes à l'exercice d'une influence indue et, au bout du compte, à la corruption.»

Contact pour les médias :

Alex Biscaro, directeur adjoint

Transparency International Suisse

Tél. : +41 (0)31 382 35 50 ; courriel : alex.biscaro@transparency.ch

###

Transparency International (TI) Suisse, la section suisse de Transparency International, prévient et combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. L'association collabore étroitement avec l'administration, le monde politique, le secteur privé, la société civile et les médias.